

NOTE

A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Retour sur la semaine : réflexes et logiques d'opinion qui semblent se mettre en place

1. Ce qu'il manque principalement à l'opinion, ce sont des clés de compréhension.

D'où des réactions si différentes qu'en janvier. En janvier, la grille de lecture était simple : des islamistes djihadistes contre des juifs et des blasphémateurs. Cela produisait quelque chose qui pouvait rassembler, des valeurs à défendre : la liberté d'expression, la capacité à être ensemble malgré nos différences, etc.

Aujourd'hui, ressort des réactions enregistrées jusqu'à présent *une sorte d'hébétude* : **on se rend compte que quelqu'un nous attaque, mais on ne sait pas trop pourquoi**. Le schéma d'appréhension est à la fois plus simple (la France contre Daesh) mais aussi plus incompréhensible : quoi ? pourquoi ?

Le terme de guerre a été parfaitement entendu (elle a été « déclarée » institutionnellement par le Président), mais un certain flottement existe sur la menace. Les récits et les motivations avancées par les terroristes eux-mêmes rajoutent à cette confusion. Ils paraissent moins nous attaquer *pour* ce que nous sommes, mais simplement *parce que* nous sommes... Le problème n'est pas nos valeurs (nous pourrions en avoir d'autres cela ne changerait rien) mais leur nihilisme. C'est évidemment beaucoup plus difficile à comprendre ; **et provoque chez les Français un sentiment de désarroi et d'impuissance**.

2. Ce manque de compréhension provoque dans l'immédiat deux réflexes :

- **une demande de protection pure**, simple, basique. Et puisque l'on ne comprend pas réellement ces attaques, **on ne sait pas non plus l'ampleur de cette menace** qui semble cette fois pouvoir toucher chacun. Il n'y a donc **à ce stade aucune borne à l'acceptation des mesures sécuritaires**, puisque l'on est incapable d'en juger la proportionnalité... (et que les limites du danger paraissant d'ailleurs toujours repoussées : cf. armes chimiques). La distinction entre l'acceptable et l'excessif reviendra lorsque les gens parviendront à mieux saisir le danger.

- l'autre réflexe est celui du « **rassemblement** » (comme on « sonne le rassemblement » en cas d'attaque), et de la « **résistance** » **au sens assez strictement défensif**. Il y a **peu de collectif « positif »** comme en janvier, d'élan de fierté, de partage... La résistance **est beaucoup moins sur des valeurs que sur le fait d'être utile** : on voit énormément de *demande de se mettre au service* de cette défense.

Signe de ce flottement : **il n'y a pas de symbole de ralliement vraiment partagé**. Aucun slogan ne s'est, cette fois, imposé. A l'exception du drapeau tricolore reproduit sur les profils numériques, mais qui est précisément l'attribut du rassemblement (l'étendard sur le champ de bataille) plus que l'emblème de valeurs.

C'est donc bien davantage, pour le moment, à un réflexe de protection et de patriotisme (qui peut être excluant, donc à surveiller) qu'à une réaffirmation des valeurs de la République que nous assistons (sauf peut-être chez les jeunes, mais avec d'autres modalités - cf. infra).

3. Mais ce manque de sens ne peut pas être satisfaisant, et l'on voit déjà que **les gens cherchent à rationaliser**.

- **d'une part par nos propres actes** : la colonisation, l'islamophobie, la riposte à l'intervention en Syrie ou en Libye. Ces rationalisations ont l'avantage d'expliquer les attaques avec notre propre cadre de pensée : les jihadistes nous attaquent pour ce que nous leur faisons. C'est ce que disent à la fois Onfray d'un côté (« *la France doit cesser sa politique néo-coloniale* » « *elle fait partie depuis le début de la coalition qui a déclaré la guerre à des pays musulmans [...] ce terrorisme n'existait pas avant qu'on ne le fasse naître de la sorte* »), Zemmour de l'autre (qui reprend le slogan « *vos guerre, nos morts* »).

Le milieu du spectre est, pour l'instant, relativement épargné ; mais **la question des angles de communication sur les Opex mérite au moins d'être posée** : se contenter de montrer le seul déploiement de force alors que ces explications sont en germe dans les têtes peut ne pas être sans conséquences sur les dynamiques politiques.

- **d'autre part par l'Islam**, pris pour cible régulièrement de façon violente (soit qu'il soit incapable de freiner les poches de radicalisation en son sein ; soit qu'il soit lui-même coupable), source de la poussée de paroles anti-musulmanes.

S'y ajoute un **début de procès sur ce que nous n'aurions pas fait**, portant moins sur la sécurité que sur la gestion de *l'Islam* de France, la surveillance des *radicaux* (cf. infra), et une fixation importante sur les *frontières*.

4. En termes de dynamiques politiques, ces attentats pourraient **accélérer la polarisation** qui avait démarré en janvier :

- **chez les catégories populaires** et les Français déjà attirés par le discours frontiste, ces événements agissent comme une nouvelle confirmation qu'ils avaient raison sur l'immigration et la menace de l'Islam. **Le discours de M. Le Pen leur paraît d'autant plus accrédité** que nous avons érigé certaines de ses propositions, que nous refusions d'envisager jusque-là, comme une réponse crédible. Or si finalement elle avait raison sur le plan sécuritaire, **pourquoi pas sur les autres plans ?** *Les frontières* : vous nous disiez qu'on ne pouvait pas les fermer, maintenant vous le faites. Pourquoi faudrait-il les rouvrir ? Elles ne sont toujours pas hermétiques. Pourquoi ne pourrait-on pas vraiment les fermer ? *Les contraintes budgétaires* : vous les érigiez comme condition absolue de crédibilité pour éviter le surendettement, or tout à coup ils sont mis de côté. Il est donc possible de retrouver une souveraineté budgétaire ? Pourquoi seulement sur la sécurité et pas sur le pouvoir d'achat ? *L'Europe* : vous nous disiez que c'était une protection, or non seulement elle ne sert à rien (elle ne nous aide pas, comme elle n'avait déjà pas aidé la Grèce) mais elle paraît même nous gêner. Pourquoi continuer à faire cause commune avec d'autres qui profitent de la liberté et de la protection permises par nos armées, tout en se comportant comme des entraves ? Il faudra **surveiller les dynamiques sur tous ces points**.

Les basculements vers le vote frontiste pourraient ainsi s'accélérer. La partie « Morano » de la base des Républicains se ralliait déjà de plus en plus à MLP. Si NS ne trouve pas à différencier son discours de celui de MLP, c'est **son noyau dur qui pourrait également finir par couler vers elle** – elle a le privilège de l'antériorité du diagnostic, alors que NS a le handicap de son bilan.

- **chez les classes moyennes**, la gauche, le centre droit (ceux qui sont les plus loin d'un basculement possible) c'est **une dynamique inverse, légitimiste, qui semble se faire jour** : si c'est la « vraie guerre » alors on doit se rallier au chef de guerre, ne plus tergiverser.

L'exécutif en profite mécaniquement. Mais ce ralliement n'est pas sans fragilité : la confiance réelle qui nous est accordée pour être ces « chefs de guerre » n'est pas absolue – tout n'est pas effacé.

Elle repose, en outre, sur le fait que « nous faisons », donc sur la **seule attente d'efficacité, ce qui n'est pas un facteur de durabilité**. Si les réponses aux attentes de protection paraissent s'enliser dans le temps, ou être rognées au cours des discussions politiques, nous en pâtiront. Et si un nouvel attentat survient avant 2017, notre argument d'efficacité sera ruiné (nous ne pourrions pas rejouer la triangulation ou le mea culpa).

A droite, seul A. Juppé fait un sans-faute auprès de ce camp « légitimiste », tant en termes de crédibilité (reconnaissance de ses erreurs passées, bon discours aujourd'hui) que d'efficacité (ne paraît poser aucune entrave, semble même être prêt à aider). Il pourrait en sortir grandi comme rempart crédible face à MLP.

5. Quelles suites ?

Le pôle « frontiste » de l'opinion a une dynamique cohérente, propose des facteurs d'explications et une vision (un souverainisme total qui protège) qui fait très bien système. **La dynamique « légitimiste » est beaucoup plus fragile, traversé par des sentiments contradictoires, des doutes et des tiraillements. C'est là que devraient porter principalement nos efforts**, pour contenir les forces centrifuges.

Il s'agit de **donner à ces Français des facteurs de résilience.**

- **Certains de ces facteurs pourraient se créer spontanément.** Il semble ainsi y avoir un sentiment singulier chez les jeunes adultes, mêlant inquiétude, colère, et impression que leur « façon de vivre » a été prise pour cible, faisant naître à la fois un lien d'appartenance et une volonté de la défendre. Cette configuration nouvelle de sentiments sociaux (qui ne se réduit pas à du déjà-vu) pourrait ressembler à ce qui a permis jadis de mobiliser politiquement autour de « touche pas à mon pote » (avec un objet évidemment très différent). Il y a là quelque chose à suivre. D'autres mouvements, plus ou moins constructifs, pourraient surgir.

Mais ils ne suffiront pas, seuls, à canaliser tous les sentiments contradictoires qui s'expriment. Il faudra :

- **donner des clés d'explication à la menace** afin de pouvoir la cerner, faute de quoi des rationalisations seront de toutes façon faites mais avec des grilles de lectures aléatoires... Il sera cependant difficile, dans nos société sécularisées et baignées par la Fin de l'histoire, de comprendre ce millénarisme vide qui prend précisément l'absence de sacré de nos société comme point de fixation et preuve de leur absence de contenu.

- au-delà, **répondre à tous les doutes qui s'expriment sur le collectif** ; portant essentiellement sur des sujets vus comme orphelins, en particulier *l'insertion de l'Islam* dans la République et *la capacité de la République à créer, y compris de façon coercitive, de la citoyenneté* (jusque chez les jeunes en voie de désaffiliation). Il s'agit là **moins de répondre directement aux attentats** (la sécurité s'en charge), **que de rassurer sur une cohésion possible** au moment où elle est à ce point mise en doute.

Ces sujets étaient déjà, avant les attentats, les « éléphants de la pièce », que beaucoup de Français nous accusait de faire semblant de ne pas voir. Des attentes avait été soulevées après janvier, mais ces Français disaient n'avoir rien vu venir hormis quelques initiatives sur l'éducation - que la réforme du collège a brouillé en paraissant prendre à contre-pied. Ni les initiatives sur la citoyenneté ni celles sur la réorganisation de l'Islam n'avaient été vues. Là résident les principales déceptions post-janvier (même s'il ne faut pas surévaluer a posteriori la confiance qui nous était accordée pour les résoudre).

On voit aujourd'hui revenir ces questionnements, de façon plus aigüe encore et avec un niveau de saturation plus élevé : les imams radicaux, le voile (intégral ou pas), mais aussi l'absence de mixité dans les commerce, les repas à la cantine, les remarques déplacées et les incivilités des jeunes etc. Beaucoup disent ne plus pouvoir supporter ce qu'ils jugent être des petites entorses à leur mode de vie, à la civilité, aux relations entre les gens. Bien sûr la grande majorité affirme clairement refuser les amalgames et distinguent eux-mêmes ces questions du terrorisme. Mais tous ces petits faits **sont vus comme d'autant plus insupportables après les attentats qu'ils fragilisent précisément de l'intérieur cette cohésion que le terrorisme attaque de l'extérieur**. Chaque faille, chaque manque de réponse, chaque sentiment de laisser-faire en devient donc plus inacceptable.

Nous ne pourrions sans doute pas continuer à donner le sentiment de déconsidérer ces sujets, sauf à laisser des franges de cette population qui n'ont pas encore basculé vers le rejet, être progressivement de plus en plus sensibles aux réponses frontistes.

Ce mouvement de « re-bipolarisation » paraît ainsi accentuer l'idée d'un choix de société autour du clivage « société ouverte » vs. « société fermée ». Mais **aucune réponse ne sera acquise d'avance**. Il nous faudra **justifier et crédibiliser à nouveau tous les aspects de nos choix**, que ce soit sur la diversité (en montrant que des règles la permettent plutôt qu'en la célébrant), les frontières (refaire entendre le balancement frontières intérieures / frontières extérieures), l'Europe (montrer en quoi elle est un allié), etc.